ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 38.067/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 21 janvier 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "relative aux déclarations de décès suite à des catastrophes naturelles exceptionnelles", a donné le 26 janvier 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par la circonstance que le présent avant-projet est notamment destiné à régler, au plus vite, la situation des familles ou proches de personnes disparues dans le cadre de la catastrophe du 26 décembre 2004 en Asie du sud-est.

Les délais ordinaires de consultation de Votre Conseil ne permettent pas d'atteindre cet objectif".

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique da l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Contrairement à la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès qui ne s'appliquait qu'aux décès survenus entre le 10 mai 1940 et le 31 décembre 1945, l'avant-projet de loi n'a pas de caractère temporaire.

Cette circonstance entraîne comme conséquence qu'idéalement les dispositions de l'avant-projet de loi devraient s'insérer dans le Code civil [1].

L'intégration des dispositions de l'avant-projet dans le Code civil devrait se faire dans le Livre premier, Titre II, chapitre IV intitulé "des actes de décès" ou par l'introduction d'un chapitre IV*bis* intitulé "De la déclaration judiciaire de décès" et non dans le Titre IV du même livre consacré aux absents.

En effet, l'absent est celui dont on ne sait s'il est mort ou vivant. Par contre, le disparu, hypothèse visée par l'avant-projet, est :

> "Celui qu'on a cessé de revoir à partir d'un accident ou d'une catastrophe dans laquelle il a, selon toute vraisemblance, trouvé la mort. Mais comme le corps n'a pu être retrouvé, l'acte de décès n'a pas été dressé. La mort n'a pu être matériellement vérifiée, mais elle est certaine. Après une courte période transitoire, destinée à réserver les infimes chances de survie, on pourra faire déclarer le décès par jugement. Dans la disparition, il y a donc certitude de la mort. Si la disparition ne permet pas de conclure à cette certitude (nature spéciale de la catastrophe, tremblement de terre, par exemple), nous retombons dans l'hypothèse de l'absence" [2].

---

(1) Comparez avec des propositions précédentes :
- E. Cerexhe, "proposition de loi relative à la déclaration judiciaire de décès" (Doc. parl., Sénat, sess. 1986-1987, n° 633-1);
- E. Cerexhe, "proposition de loi relative à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès" (Doc. parl., Sénat, sess. extr. 1991-1992, n° 230-1);
- J. Milquet, "proposition de loi relative à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès" (Doc. parl., Sénat, sess. 1995-1996, n° 1-178/1);
- H. Coveliers, "Proposition de loi modifiant les dispositions légales relatives à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès" (Doc. parl., Chambre, n° 50 1409/001);
- A. Borginon et consorts, "proposition de loi modifiant les dispositions légales relatives à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès" (Doc. parl., Chambre, n° 51 0614/001).

(2) H. De Page, Traité élémentaire de droit civil Belge, T. II, Vol. I, éd. 4, Bruxelles, Bruylant, 1990, n° 364, p. 350. Dans le même sens, A. Kohl, "L'absence", Rép. not. T. I, 1988, n° 1, p. 23; R.P.D.B, v° Absence, n° 2, p. 10; Y.-H. Leleu, "Enkele opmerkingen over afwezigen en vermisten en over de gerechtelijke verklaring van overlijden", note sous Bruxelles, 14 septembre 1993, R.W. 1994-1995, p. 640.

.../...

2. À l'heure actuelle, la déclaration judiciaire de décès n'est prévue par aucun texte de portée générale. Elle est cependant possible en cas de disparition au sens strict, c'est-à-dire lorsque, nonobstant l'impossibilité de constater matériellement le décès due à l'absence de cadavre, des faits précis (indices) permettent de prouver le décès de manière certaine [3] [4]. C'est cette hypothèse que vise, sans le dire clairement, l'article 1er de la loi du 20 août 1948, précitée, dont s'est inspiré l'avant-projet.

Le législateur peut faciliter la preuve du décès par une présomption liée au fait même de la disparition au sens large. Tel fut le cas de l'article 4 de la loi du 20 août 1948, précitée, pour les personnes qui ont été détenues dans un camp de concentration ou d'extermination ennemi ou arrêtées par l'ennemi et qui n'ont pas reparu au lieu de leur domicile ou de leur résidence.

Dans les cas où la certitude de la mort ne peut être établie ou légalement présumée, c'est la procédure relative à l'absence qui doit être visée ou une procédure prévue par une loi particulière, telle la déclaration administrative de présomption de décès prévue à l'article 10 de la loi du 20 août 1948, précitée, qui crée une variété d'absence organisée sur la base de la probabilité du décès et non plus sur celle de l'incertitude absolue entre le décès ou la vie [5].

Il semble que l'auteur de l'avant-projet a entendu établir une présomption selon laquelle les personnes qui se trouvaient dans une zone touchée par une catastrophe naturelle de caractère exceptionnel et qui n'ont pas réapparu dans un certain délai sont présumées être décédées [6]. Si tel est bien le cas, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est insuffisamment traduite dans le texte. En effet, l'exigence que "la disparition puisse être imputée à cette catastrophe" est ambiguë et insuffisante. Il conviendrait de prévoir dans le dispositif, les conditions dans lesquelles la présomption de décès s'impose au juge.

---

(3) Voir Bruxelles, 14 septembre 1993 précité et Civ. Tongres, RW. 1994-1995, p. 647.

(4) Sur le degré de certitude exigé, voir Y.-H. Leleu, op. cit., n° 3, p. 642.

(5) Sur toutes ces questions, voir C. Renard, "Déclaration d'absence et de décès", Revue de droit international et de droit comparé, 1950, numéro spécial, p. 31.

(6) Comparez avec l'article 4 de la loi du 20 août 1948, précitée.

Observations particulières

Dispositif

Article 1er

Les dispositions de l'avant-projet qui confèrent une compétence, une prérogative ou une attribution au tribunal de première instance ou au ministère public concernent "l'organisation des cours et tribunaux" et règlent donc une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Par contre, d'autres dispositions règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution (par exemple les articles 7 et 10).

Article 2

1. L'avant-projet ne s'applique qu'aux personnes "disparue[s] dans la zone touchée par toute catastrophe naturelle de caractère exceptionnel reconnu par arrêté royal délibéré en conseil des Ministres".

Le Conseil d'État se demande comment justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, que seules soient visées les catastrophes naturelles et non les autres types de catastrophes tels les catastrophes industrielles, les attentats terroristes, les accidents d'aviation, de navigation ou de chemin de fer et les incendies et les explosions faisant de nombreuses victimes, etc.

2. Par ailleurs, il convient de justifier pourquoi sont visées les seules catastrophes qui revêtent un caractère exceptionnel. En tout état de cause, il convient de définir ce qu'il faut entendre par "caractère exceptionnel".

3. À l'alinéa 1er, il va de soi que l'arrêté royal devra déterminer avec précision la zone touchée par la catastrophe. Le Conseil d'État observe à ce sujet que tel n'est pas le cas de l'alinéa 3 de l'article examiné, qui reste en défaut de définir clairement la zone touchée par le raz-de-marée, la seule référence à l'Océan Indien étant trop imprécise.

4. Il serait préférable, compte tenu de l'alinéa 1er qui confère au Roi le soin de déterminer la zone touchée par une catastrophe, que l'alinéa 3 fasse l'objet d'un arrêté royal.

Article 3

L'alinéa 3 dispose que le procureur du Roi peut former la demande de déclaration de décès de plusieurs personnes par une seule requête et le tribunal y statuer par un seul jugement.

Une telle demande collective ne dispense pas d'un examen individuel de chaque cas. Il y a lieu de le préciser, à tout le moins dans l'exposé des motifs.

Articles 8 et 9

Ces articles mentionnent "la décision judiciaire déclarative de décès passée [ou coulée] en force de chose jugée".

Même si une telle expression se trouve déjà dans l'article 7 de la loi du 20 août 1948, précitée, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que la notion de force de chose jugée appliquée à un jugement déclaratif de décès est critiquée [7].

(7) H. De Page, Op. cit., n° 360, p. 344; M. Marinower, "Over de wet van 20 Augustus 1948 betreffende de gerechtelijke verklaring van overlijden", R.W. 1950, p. 1043.

Article 9

L'alinéa 2 dispose que la décision judiciaire déclarative de décès coulée en force de chose jugée, qui tient lieu d'acte de l'état civil, peut être annulée ou rectifiée conformément aux articles 101 du Code civil et 1383 et suivants du Code judiciaire. Cependant, ces articles ne concernent que la rectification des actes de l'état civil et non leur annulation.

Il y a donc lieu de s'interroger sur la mention de l'annulation de la décision, et ce d'autant plus que l'article 20 du Code judiciaire dispose que

> "Les voies de nullité n'ont pas lieu contre les jugements. Ceux-ci ne peuvent être anéantis que sur les recours prévus par la loi."

En réalité, c'est uniquement en tant qu'elle tient lieu d'acte de l'état civil que la décision judiciaire peut être annulée.

Par ailleurs, même si la loi ne parle que de rectification des actes de l'état civil et non de leur nullité, la doctrine admet qu'il y a lieu de considérer comme nul un acte de l'état civil sans objet, par exemple lorsque la personne qui a fait l'objet d'un acte de décès est encore en vie [8].

Le Conseil d'État se demande s'il ne convient pas de régler spécialement les conséquences de l'annulation de l'acte de l'état civil à la suite de la réapparition de la personne déclarée décédée [9]

---

(8) H. De Page, Traité élémentaire de droit civil Belge, T. II, Vol. I, éd. 4, Bruxelles, Bruylant 1990, n° 298 et 299, p. 208.

(9) Voir les propositions de loi de E. Cerexhe et J. Milquet, précitées qui se réfèrent dans ce cas à la notion d'absence.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.067/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 januari 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de verklaringen van overlijden als gevolg van uitzonderingsnatuurrampen", heeft op 26 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

> "L'urgence est motivée par la circonstance que le présent avant-projet est notamment destiné à régler, au plus vite, la situation des familles ou proches de personnes disparues dans le cadre de la catastrophe du 26 décembre 2004 en Asie du sud-est.
>
> Les délais ordinaires de consultation de Votre Conseil ne permettent pas d'atteindre cet objectif".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In tegenstelling tot de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden, die slechts van toepassing was op de overlijdens die hadden plaatsgehad tussen 10 mei 1940 en 31 december 1945, heeft het voorontwerp van wet geen tijdelijk karakter.

Die omstandigheid heeft tot gevolg dat de bepalingen van het voorontwerp van wet idealiter zouden moeten worden opgenomen in het Burgerlijk Wetboek [1].

De bepalingen van het voorontwerp zouden moeten worden opgenomen in boek I, titel II, hoofdstuk IV, met als opschrift "Akten van overlijden", van het Burgerlijk Wetboek, of daaraan worden toegevoegd als een hoofdstuk IV*bis*, met als opschrift "Gerechtelijke verklaring van overlijden", en niet in titel IV van hetzelfde boek dat over de afwezigen handelt.

De afwezige is immers degene van wie niet bekend is of hij dood of levend is. De persoon die verdwenen is, daarentegen, over welk geval het voorontwerp handelt, is :

> "Celui qu'on a cessé de revoir à partir d'un accident ou d'une catastrophe dans laquelle il a, selon toute vraisemblance, trouvé la mort. Mais comme le corps n'a pu être retrouvé, l'acte de décès n'a pas été dressé. La mort n'a pu être matériellement vérifiée, mais elle est certaine. Après une courte période transitoire, destinée à réserver les infimes chances de survie, on pourra faire déclarer le décès par jugement. Dans la disparition, il y a donc certitude de la mort. Si la disparition ne permet pas de conclure à cette certitude (nature spéciale de la catastrophe, tremblement de terre, par exemple), nous retombons dans l'hypothèse de l'absence" [2].

---

(1) Vergelijk met vorige wetsvoorstellen :
- E. Cerexhe, "voorstel van wet betreffende de gerechtelijke verklaring van overlijden" (Gedr. St., Senaat, zitting 1986-1987, nr. 633-1);
- E. Cerexhe, "voorstel van wet betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden" (Gedr. St., Senaat, buitengewone zitting 1991-1992, nr. 230-1);
- J. Milquet, "wetsvoorstel betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden" (Gedr. St., Senaat, zitting 1995-1996, nr. 1-178/1);
- H. Coveliers, "wetsvoorstel tot wijziging van de wetsbepalingen betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden" (Gedr. St., Kamer, nr. 50 1409/001);
- A. Borginon e.a., "wetsvoorstel tot wijziging van de wetsbepalingen betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden" (Gedr. St., Kamer, nr. 51 0614/001).

(2) H. De Page, Traité élémentaire de droit civil Belge, deel II, band I, 4e editie, Brussel, Bruylant, 1990, nr. 364, blz. 350. In dezelfde zin A. Kohl, "L'absence", Rép. not. deel I, 1988, nr. 1, blz. 23; R.P.D.B., v° Absence, nr. 2, blz. 10; Y.-H. Leleu, "Enkele opmerkingen over afwezigen en vermisten en over de gerechtelijke verklaring van overlijden", noot onder Brussel, 14 september 1993, R.W. 1994-1995, blz. 640.

.../...

2. Op dit ogenblik voorziet geen enkele tekst met een algemene strekking in de gerechtelijke verklaring van overlijden. Deze is evenwel mogelijk in geval van verdwijning in strikte zin, dit wil zeggen wanneer, ondanks de onmogelijkheid om het overlijden materieel vast te stellen bij gebrek aan een lijk, precieze feiten (aanwijzingen) het mogelijk maken het overlijden met zekerheid aan te tonen [3] [4]. Maar dit geval wordt, zonder dat dit duidelijk wordt gezegd, verwezen in artikel 1 van de voormelde wet van 20 augustus 1948, waarop het voorontwerp voortbouwt.

De wetgever kan de bewijslevering van het overlijden vergemakkelijken door een vermoeden, gekoppeld aan het feit zelf van de verdwijning in ruime zin. Dit was het geval met artikel 4 van de genoemde wet van 20 augustus 1948, voor een persoon die in een vijandelijk concentratie- of uitroeiingskamp werd gedetineerd en die niet opnieuw in zijn woonplaats of zijn verblijfplaats is verschenen.

In de gevallen waarin de zekerheid van het overlijden niet kan worden aangetoond of wettelijk niet kan worden vermoed, dient te worden verwezen naar de procedure betreffende de afwezigheid of naar een procedure bepaald bij een bijzondere wet, zoals de administratieve verklaring van vermoedelijk overlijden waarin artikel 10 van de voormelde wet van 20 augustus 1948 voorziet, die een andere mogelijkheid van afwezigheid creëert op basis van de waarschijnlijkheid van het overlijden, en niet meer op basis van de absolute onzekerheid over de vraag of de persoon overleden is dan wel nog leeft [5].

De steller van het voorontwerp heeft blijkbaar een vermoeden willen vaststellen volgens hetwelk de personen die zich bevonden in een gebied dat getroffen was door een natuurramp van uitzonderlijke aard en die niet opnieuw verschenen zijn binnen een bepaalde termijn, geacht worden overleden te zijn [6]. Indien dit het geval is, wordt de bedoeling van de steller van het voorontwerp onvoldoende weergegeven in de

---

(3) Zie Brussel, 14 september 1993, hogervermeld, en Tongeren, R.W. 1994-1995, blz. 647.

(4) Over de vereiste mate van zekerheid, zie Y.-H. Leleu, op. cit., nr. 3, blz. 642.

(5) Over al deze kwesties zie C. Renard, "Déclaration d'absence et de décès", Revue de droit international et de droit comparé, 1950, bijzonder nummer, blz. 31.

(6) Vergelijk met artikel 4 van de genoemde wet van 20 augustus 1948.

tekst. Het vereiste dat " de verdwijning toe te rekenen valt aan die ramp" is immers dubbelzinnig en onvoldoende. In het dispositief dient te worden bepaald onder welke voorwaarden het vermoeden van overlijden door de rechter in aanmerking moet worden genomen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

De bepalingen van het voorontwerp die een bevoegdheid, een prerogatief of een opdracht toekennen aan de rechtbank van eerste aanleg of aan het openbaar ministerie, hebben betrekking op "de organisatie van de hoven en rechtbanken" en regelen dus een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Andere bepalingen, daarentegen, regelen een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet (bijvoorbeeld de artikelen 7 en 10).

Artikel 2

1. Het voorontwerp is alleen van toepassing op de personen "die zijn verdwenen in het gebied dat door elke uitzonderingsnatuurramp die via een in de Ministerraad overlegd besluit erkend is, is getroffen".

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet kan worden gewettigd dat alleen sprake is van de natuurrampen en niet van de andere soorten van rampen zoals industriële rampen, terroristische aanslagen, vliegtuigongevallen, zeevaart- of spoorwegongevallen en de branden en explosies die talrijke slachtoffers maken, enz.

2. Voorts dient te worden gewettigd waarom alleen sprake is van de rampen van uitzonderlijke aard. In ieder geval moet worden omschreven wat dient te worden verstaan onder "uitzonderingsnatuurramp".

3. Wat het eerste lid betreft, is het vanzelfsprekend dat het rampgebied nauwkeurig zal moeten worden afgebakend in het koninklijk besluit. De Raad van State merkt in dat verband op dat het derde lid van het onderzochte artikel niet aan dat vereiste beantwoordt : het gebied dat door de vloedgolf is getroffen wordt daarin niet duidelijk afgebakend, aangezien de verwijzing naar de Indische Oceaan op zich te vaag is.

4. Gelet op het eerste lid waarin de Koning wordt opgedragen het rampgebied af te bakenen, zou het beter zijn dat de bepaling van het derde lid in een koninklijk besluit wordt opgenomen.

Artikel 3

Het derde lid bepaalt dat de procureur des Konings de eis tot verklaring van overlijden van verscheidene personen bij een enkel verzoekschrift kan instellen en dat de rechtbank bij een enkel vonnis uitspraak kan doen.

Zulk een collectieve eis neemt niet weg dat elk geval afzonderlijk moet worden onderzocht. Dat moet worden verduidelijkt, op zijn minst in de memorie van toelichting.

Artikelen 8 en 9

In die artikelen wordt gewag gemaakt van "de in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing tot verklaring van overlijden".

Hoewel soortgelijke bewoordingen reeds te vinden zijn in artikel 7 van de voormelde wet van 20 augustus 1948, wordt de steller van het voorontwerp erop attent

gemaakt dat het begrip 'in kracht van gewijsde' met betrekking tot een vonnis van overlijdensverklaring bekritiseerd wordt [7].

Artikel 9

Het tweede lid bepaalt dat de in kracht van gewijsde gegane gerechtelijke beslissing tot verklaring van overlijden, die geldt als akte van de burgerlijke stand, kan worden nietig verklaard of verbeterd overeenkomstig de artikelen 101 van het Burgerlijk Wetboek en 1383 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek. Die artikelen hebben echter alleen betrekking op de verbetering van de akten van de burgerlijke stand en niet op de nietigverklaring ervan.

Er rijzen dus vragen bij de vermelding van de nietigverklaring van de beslissing, te meer daar artikel 20 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

> "Middelen van nietigheid kunnen niet worden aangewend tegen vonnissen. Deze kunnen alleen worden vernietigd door de rechtsmiddelen bij de wet bepaald".

In werkelijkheid kan een rechterlijke beslissing alleen nietig worden verklaard voorzover ze geldt als akte van de burgerlijke stand.

Bovendien wordt in de rechtsleer aangenomen dat, zelfs als in de wet alleen sprake is van verbetering van de akten van de burgerlijke stand en niet van de nietigverklaring ervan, een doelloze akte van de burgerlijke stand als nietig moet worden beschouwd, bijvoorbeeld wanneer de persoon van wie een overlijdensakte is opgemaakt, nog in leven is [8].

---

(7) H. De Page, Op. cit., nr. 360, blz.344; M. Marinower, "Over de wet van 20 Augustus 1948 betreffende de gerechtelijke verklaring van overlijden", R.W. 1950, blz. 1043.

(8) H. De Page, Traité élémentaire de droit civil belge, deel II, band I, 4e editie, Brussel, Bruylant 1990, nr. 298 en 299, blz. 208.

De Raad van State vraagt zich af of geen bijzondere regeling moet worden uitgewerkt voor de gevolgen van de nietigverklaring van een akte van de burgerlijke stand wegens de terugkeer van de overleden verklaarde persoon [9].

---

(9) Zie de voormelde wetsvoorstellen van E. Cerexhe en J. Milquet waarin in dat geval wordt verwezen naar het begrip "afwezigheid".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	J.	JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS